

[Texte]

While there are real social consequences to cutting the RNH programs, there are also other effects. Our housing staff, trained and built up through considerable investment, will face lay-off. We will lose technical housing inspectors, property managers, tenant councilors, financial and program administrators, and support staff. Our organizations lose an important source of earnings.

We also strongly question the economic value of these cuts. Again, CMHC housing funds are not all lost to the government. Only a portion is forgivable or subsidized. The balance is in the form of loans. These funds are returned to the treasury. For example, repair loans under the RRAP may be made up to \$25,000, but only up to \$5,000 of that amount is forgivable, under certain conditions. The rest is repaid with interest. Likewise, while there are some subsidies in RNH, payments on mortgages are being made.

We also question the value of these cuts, given the value of this program to the economy, particularly in areas where growth is weakest, in rural Canada. The removal of approximately \$207 million from the economy will not only slow growth in some areas, it will stop it completely. Contractors are affected. So are suppliers. The loss of income means the loss of consumer purchasing power and other spin-off benefits in the communities. No new construction affects the local tax base, income tax, sales tax, and GST revenues.

The budget provisions cutting out the RNH programs at CMHC need to be turned around. We believe your committee was on the right track. In fact, recommendation 3 appears to us to be a sound foundation for action. We're quoting from recommendation number 3 from *A Time For Action*, your own report from this standing committee:

The committee recommends that the Government of Canada transfer, in consultation with Aboriginal people, control of housing along with sufficient resources to Aboriginal people in order to ensure that there is greater community control over the development and delivery of housing programs. Aboriginal people themselves should determine whether the appropriate delivery structures should be developed at the local, tribal council, regional, territorial, or national levels.

● 0950

Responsibilities of delivery organizations should include the development of aboriginal lending institutions, the development of aboriginal insurance companies, the development of aboriginal-controlled housing corporations, the development of aboriginal-controlled housing construction corporations, addressing in a comprehensive manner problems such as the lack of bonding for aboriginal-controlled corporations, the collection of data on housing

[Traduction]

La réduction des programmes de logement pour les ruraux et les autochtones aura certainement des répercussions sociales réelles, mais elle en aura aussi d'autres. On a investi énormément dans la formation et l'expérience de nos préposés au logement, qui risquent de se retrouver sans travail. Nous perdrons des inspecteurs techniques en bâtiment, des gestionnaires de propriété, des conseillers auprès des locataires, des administrateurs des finances et des programmes, et du personnel de soutien. Nos organisations y perdront une importante source de revenu.

Nous contestons aussi énergiquement la valeur économique de ces compressions. Je répète que les budgets de logement de la SCHL ne constituent pas une perte totale pour le gouvernement. Une partie seulement de ces budgets est subventionnée ou non remboursable. Le reste est investi dans des prêts qui sont remboursés au Trésor. Par exemple, un prêt pour réparation consenti en vertu du PAREL peut atteindre 25 000\$, mais le montant non remboursable, dans certaines conditions, ne dépasse pas 5 000\$. Le reste est remboursé avec intérêt. De même, le programme de logement pour les ruraux et les autochtones prévoit peut-être des subventions, mais on effectue des paiements hypothécaires.

Nous doutons aussi de la valeur de ces compressions, étant donné la valeur du programme pour l'économie, en particulier dans les régions où la croissance est la plus faible, soit les régions rurales du Canada. En retirant environ 207 millions de dollars de l'économie, on ralentira la croissance dans certaines régions et on l'arrêtera même complètement dans d'autres. Des entrepreneurs en subiront les conséquences, tout comme des fournisseurs. La perte de revenus entraîne une perte de pouvoir d'achat chez les consommateurs et d'autres retombées dans les collectivités. Si l'on ne construit plus, cela affecte l'assiette fiscale locale, l'impôt sur le revenu, la taxe de vente et les revenus tirés de la TPS.

Il faut annuler les dispositions du budget qui prévoient la suppression des programmes de logement pour ruraux et autochtones à la SCHL. Votre comité était dans la bonne voie. La recommandation 3 constitue en fait un bon point de départ. Nous citons la recommandation 3 de *Le temps d'agir*, un rapport du comité permanent:

Le Comité recommande que le gouvernement du Canada, en consultation avec les autochtones, remette à ces derniers le contrôle du logement ainsi que des ressources suffisantes, afin que la collectivité puisse exercer un plus grand contrôle sur la conception et la réalisation des programmes de logement. Les autochtones devraient eux-mêmes déterminer à quel palier, celui de la municipalité, du conseil tribal, de la région, du territoire ou du pays, il convient d'établir les structures appropriées de prestation de programmes.

Les organisations chargées de réaliser les programmes devraient voir notamment à la création d'institutions prêteuses autochtones, de sociétés d'assurances autochtones, de sociétés de logement et de sociétés de construction de logements contrôlées par des autochtones, afin de régler des problèmes comme l'absence de caution pour les entreprises contrôlées par des intérêts autochtones, la collecte de données sur les conditions de logement, l'affectation des